

Michel Camau (éd.). *La Tunisie au présent*. Paris, Éditions du CNRS, 1988.

Ce qui manque souvent aux travaux de recherche sur les pays arabes, ce sont les diversions complémentaires de l'analyse, une approche multiforme alliant à la fois une vision globale de la complexité sociale et l'approfondissement que peut permettre une approche sectorielle. Là, l'approche méthodologique, la clarté et l'efficacité opératoire des concepts sont essentielles. Pour qui la Tunisie est un champ d'intérêt dépassant l'exotisme primaire, l'ouvrage publié par le CNRS sous la direction de Michel Camau * est une somme essentielle. Société où le changement a accentué « *la discontinuité culturelle, dans le cadre d'un processus de destruction et de restructuration sociales inachevées, amorcé par une dynamique interne, celle de l'impérialisme* », ce changement s'est traduit par la combinaison de « *faits sociaux apparemment anachroniques* », la diffusion « *partielle et inégale de nouveaux modèles de comportement conférant une actualité renouvelée à d'anciens schémas.* » Cette démarche consistant à mettre à nu les éléments composites restructurés dans une nouvelle cohérence qui caractérise la plupart des sociétés arabes nées de la fin de l'Empire ottoman, de la colonisation puis de la décolonisation dans la dépendance, mérite d'être relevée. Elle va clairement à l'encontre des modes diverses sur le thème du « retour » : du « sacré », du « religieux », etc., retour investi du pouvoir de l'exclusif comme de l'exclusion. Comme si auparavant « le sacré » ou « l'économique », ou le « sujet » avaient disparu comme par

* Michel Camau est aujourd'hui directeur de l'IREMAN (Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman - CNRS) à Aix-en-Provence.

enchantement du champ du réel. Loin des « fantasmes intellectuels », ce sont la société, l'histoire, l'État, les structures et les cultures réelles qui seront étudiés. Ainsi précisée, cette démarche va permettre de naviguer dans le pays réel en évitant les trois écueils où viennent s'échouer les esquifs de nombreux chercheurs. Les sirènes médiatiques d'abord : « *Les médias internationaux ne s'intéressent qu'épisodiquement à ce pays pour en diffuser une image stéréotypée. Sur le thème du carrefour des civilisations, ils ont longtemps célébré une douceur de vivre, une stabilité et une modernité au-dessus de tout soupçon* » sauf pour « *sonner l'alarme, hantés par le spectre de l'islamisme volontiers confondu avec le " Khomeinisme " et les foucades du colonel Kadhafi.* »

Les visions réductrices des chancelleries des puissances en termes de « paramètres » : « territoire exigü », « population réduite » permettant un « étroit contrôle étatique », modestes ressources en hydrocarbures, marché intérieur étroit, faible potentiel extérieur, nécessité de parapluies protecteurs extérieurs...

Les simplifications d'un idéal-type arabe élaboré par certains milieux académiques, parfois à partir de références exclusivement moyen-orientales.

L'objectif sera dès lors d'étudier le particularisme tunisien dans l'histoire et la période nationale moderne sans pour autant dissocier la société tunisienne « *de la trame commune à l'ensemble de l'aire arabo-musulmane* » ou des « *contradictions qui travaillent les sociétés arabes* ».

Ce cadre défini, quatre grands thèmes vont permettre de tracer la trame avec laquelle on pourra quadriller la société tunisienne dans son histoire et ses structures afin d'en éclairer la dimension composite, c'est-à-dire, également, la complexité.

L'étude des « racines », des origines de la Tunisie contemporaine, la délimitation de l'espace, des élites et de l'économie dans leur rapport social font d'abord l'objet d'un examen qui débouchera apparemment sur un paradoxe. En passant de l'État-dynastie à la nation moderne, la Tunisie entre également en « sous-développement ». Mais l'intérêt de l'ouvrage est dans sa démarche même, rejetant les schémas modélisateurs, prêts à être projetés, mais intégrant également un discours contradictoire lorsque celui-ci peut permettre d'accéder à un meilleur éclairage des problèmes. Il y a là une féconde utilisation du débat d'idées qui n'est pas courante surtout dans un ouvrage à plusieurs voix. Ainsi, lorsque Abdel-Kader Zghal, analysant les enjeux de la gestion des conflits, qualifie le « nouvel État tunisien » issu des réformes (étudiées dans la deuxième partie) d'État laïc, dans la mesure où il se serait subordonné les institutions religieuses et aurait revendiqué l'autonomie de la raison par rapport à la foi, dans le sillage de l'analyse par Yâdh Ben Achour du discours bourguibien (la laïcité caractérisant le système de valeurs du « Père fondateur »), Michel Camau intervient pour apporter au débat sa propre vision des choses : « *Loin de dissocier le politique du religieux, l'élite dirigeante a joué de leur confusion, dit-il, à des fins plus politiques que religieuses (...). L'appareil religieux est devenu un appareil administratif d'État.* » C'est

peut-être là qu'il faut voir l'une des raisons de la profonde crise politique dont les multiples fractures secouent la société tunisienne : ce divorce entre « l'État réel » et « l'État idéologique » ! Depuis le XIX^e siècle, nous dit Michel Camau, « s'est enracinée en Tunisie une tradition réformiste, à laquelle des générations successives d'intellectuels ont donné des expressions différentes. Son noyau dur réside dans la recherche d'une combinatoire des dimensions universaliste et arabo-musulmane de la culture (...) une perméabilité à la philosophie occidentale (...) et, corrélativement, une propension à relativiser la portée sociale et politique de l'islam ». « Cette tradition " réformiste " dont le nouvel État était porteur s'est retournée contre lui du fait de son inaptitude à en réaliser les présupposés. » La « citoyenneté passive » et la « libération de l'individu » sans droit à l'expression sont impossibles. Là encore, le décalage entre « l'État réel » et l'État idéologique débouche, encore une fois, sur une problématique de la démocratie dans les pays arabes. Pratiquée dans l'ouvrage par les multi-auteurs eux-mêmes qui donnent, en les datant, une relativité temporelle à leurs analyses en refusant de leur conférer le sceau de la sacralité du savoir absolu, pratiquée entre ces auteurs eux-mêmes et le maître d'ouvrage par le dialogue ouvert des contributions qui n'altère cependant pas leur unité, il reste à souhaiter voir ce débat d'idées investir d'autres territoires que ceux de l'ouvrage édité. Les fractures intellectuelles, loin d'exacerber alors les tensions, permettront peut-être de lever le spectre des « oscillations » entre « l'ouverture » et son contraire qui sont aujourd'hui le choix laissé non seulement à la Tunisie mais à plusieurs sociétés et pays arabes. Tout en s'attachant à la spécificité tunisienne, la démarche de Michel Camau et de son équipe permet d'éclairer également les hypothèques qui pèsent sur ceux-ci. « Une modernité au-dessus de tout soupçon » et, en ce sens, un livre-référence partout où pèse le soupçon sur la modernité.

R.K.